



*Observatoire de la Turquie
10^e séminaire*

ENTRE TURBULENCES UKRAINIENNES ET CAUCASIENNES :
QUELLES CONSÉQUENCES POUR LA TURQUIE EN MER NOIRE ?

Paris, 3 juillet 2014

autour de

Alexandre TOUMARKINE

Chercheur à l'Orient-Institut Istanbul

animé par

Didier BILLION

Directeur adjoint de l'IRIS



*Dans le cadre de l'Observatoire de la Turquie
de la Délégation aux Affaires stratégiques
Ministère de la Défense*

Propos liminaire de Didier Billion, Directeur-adjoint de l'IRIS

Parmi les multiples sujets abordés au cours des séminaires de l'Observatoire de la Turquie, nous n'étions paradoxalement jamais allés explorer les enjeux géopolitiques des rivages de la mer Noire et de ses contreforts caucasiens. Les événements de ces derniers mois rendent nécessaires d'aborder ces thèmes pour alimenter la réflexion collective.

On a lu dans de nombreux et souvent mal inspirés commentaires que la crise ukrainienne faisait resurgir un climat de guerre froide. Cette assertion mériterait un débat approfondi mais ce n'est pas le sujet du jour. Il nous importe plutôt aujourd'hui de nous concentrer sur quelques interrogations afférentes à la Turquie, pour tenter de mieux les saisir :

- comment la Turquie a réagi à la crise ukrainienne ?
- quelles positions a-t-elle développées ?
- quelles initiatives a-t-elle prises ?
- son prisme politique s'est-il modifié par rapport à la manière dont elle avait géré la crise géorgienne de l'été 2008 ?

Chez certains commentateurs, il est de bon ton de considérer que la politique extérieure de la Turquie est aujourd'hui au point mort, qu'elle est devenue inaudible au niveau régional, en un mot qu'elle est en situation d'échec. Nous ne partageons pas ce point de vue, mais il mérite que l'on s'y attarde quelque peu.

La crise ukrainienne constitue un cas d'école utile car, c'est souvent le cas lorsque l'on étudie la politique extérieure de la Turquie, au-delà des éléments factuels, au-delà des aspects immédiats de telle ou telle crise, de multiples facteurs de contraintes s'exercent sur les choix d'Ankara qu'il n'est pas toujours aisé de mettre en perspective.

Dans les cas présents, et sans souci de les hiérarchiser, à ce stade, quelques éléments que nous pourrions aborder :

- le rapport à l'UE ;
- le rapport aux Etats-Unis, et donc conséquemment à l'OTAN ;
- le rapport à la Russie ;
- la question des Détroits et de la validité de la Convention de Montreux, dont il semble que quelques libertés aient été prises quant à son interprétation ;
- la question, centrale, des défis énergétiques pour une Turquie souvent considérée comme un hub énergétique ;

- la question, enfin, des minorités turques/turcophones : les Tatars de Crimée, à propos desquels il y a eu de nombreuses déclarations, notamment de la part de Ahmet Davutoğlu. Quelle grille d'analyse pour décrypter ces dernières ? Peut-on considérer qu'il induit des contingences de politique intérieure, en d'autres termes, les citoyens turcs d'origine caucasienne ont-ils réagi de façon singulière ?

Pour compliquer les choses, d'où le titre du séminaire d'aujourd'hui, il semble aussi nécessaire d'introduire les paramètres caucasiens. Nous n'aurons probablement pas le loisir de détailler l'ensemble de crises, des conflits gelés, qui structurent la région mais ils constituent néanmoins l'arrière fond des enjeux géopolitiques de la mer Noire et donc de la politique de la Turquie. Ainsi se posent plusieurs questions sur ces dossiers :

- du rapport à la Russie et de sa politique régionale
- du rapport à l'Iran, non pas tant pour ses implications immédiates, mais parce que, si la réintégration de la République islamique dans le jeu international se confirme dans les mois à venir, le Caucase sera plus que jamais un lieu de lutte d'influence avec la Turquie.

Pour introduire le débat, je tiens tout particulièrement à remercier Alexandre Toumarkine qui nous fait l'amitié d'avoir accepté notre invitation. C'est en effet un des chercheurs les plus compétents pour nous aider à décrypter la situation, puisqu'il travaille depuis de nombreuses années sur les problématiques géopolitiques de la mer Noire.

Dans le cadre de l'Institut français d'études anatoliennes, dont il a été le secrétaire scientifique durant plusieurs années, il a notamment animé l'Observatoire de l'Asie centrale et du Caucase.

Il travaille aujourd'hui au sein du Orient-Institut à Istanbul.

Synthèse des thèmes abordés par Alexandre Toumarkine

La politique étrangère turque semble au point mort depuis l'échec de la politique dite de « bon voisinage » menée par le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu. Il semble que l'on soit passé d'une situation de « zéro problème » à une situation avec « zéro ami », bien que ces deux assertions soient l'une et l'autre probablement exagérées. Les foyers de crise se multiplient et la situation au voisinage de la Turquie est de plus en plus complexe à appréhender et à gérer.

L'Ukraine et le Caucase constituent actuellement un bon prisme pour repenser la politique étrangère turque, car cette dernière est éventuellement plus simple à analyser sur ces deux terrains que sur

d'autres, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où les positionnements de la diplomatie turque ont beaucoup surpris. Il s'agit de déplacer le regard et de se concentrer sur une région où les fondamentaux de la politique turque sont plus lisibles car moins altérés, du fait de l'absence des « Printemps arabes ». Cela permet en outre de tester les hypothèses d'un passage de la politique extérieure de la Turquie à une forme d'unilatéralisme.

Les fondamentaux de la politique turque

Historiquement, la Turquie a porté une attention particulière aux minorités turques et/ou musulmanes hors de ses frontières. Les récents événements en Crimée, qui ont notamment affecté la communauté tatare, permettent de questionner la place actuelle de la politique de la turcité. Au cours des années 1990, l'idée que ces communautés diasporiques possédaient la capacité d'influencer la politique étrangère turque avait été développée par de nombreux analystes. Néanmoins, selon Alexandre Toumarkine, ces analyses étaient et sont toujours erronées, dans la mesure où ces communautés, et notamment les Tatars, n'avaient pas et n'ont toujours pas la capacité de se constituer en lobby pour tenter d'influencer la politique turque.

Se pose, d'une part, la question de la solidité des alliances, notamment avec l'OTAN, et des relations avec l'Union européenne et, d'autre part, celle de l'état des projets régionaux, c'est-à-dire de l'inscription de la Turquie dans l'espace régional de la mer Noire et des relations turco-russes qui structurent historiquement les rapports de force dans cette région.

Par ailleurs, il persiste une interrogation sur l'avenir du statut de la Convention de Montreux, qui régit l'exercice de la libre-circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, ainsi que dans la mer Noire.

Enfin, la Turquie promet une politique de défense systématique de l'intégrité et de la souveraineté des Etats. Cependant, celle-ci est souvent formelle et peu suivie d'effets, comme dans le cas de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud pour ce qui concerne la région.

Crise ukrainienne et diplomatie turque

La Turquie a formulé une mauvaise lecture de la crise ukrainienne et a fait preuve d'une grande impréparation. Elle ne fut certes pas la seule dans ce cas, cependant elle aurait pu faire preuve de

plus de clairvoyance, du fait, dans les années 1990, de l'idée d'un système d'alliance Azerbaïdjan-Ukraine-Ouzbékistan. Bien que celui-ci ne se soit pas concrétisé, la diplomatie turque a conservé la tradition d'accorder une réelle importance aux enjeux ukrainiens. Cela a encore compté dans la gestion de la présente crise, ce qui explique que la Turquie s'est appuyée sur des diplomates et non des hommes politiques ou des militaires pour ce faire. Cela fut particulièrement visible lors de la mission menée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au début de la crise, dont la délégation était majoritairement composée de militaires, à l'exception de la Turquie qui envoya un diplomate pour la représenter. De plus, afin de mesurer le risque d'un exode tatar et d'une possibilité d'afflux massif de réfugiés vers Turquie, deux diplomates d'expérience ont été dépêchés sur place. Cette crise a donc été principalement gérée par des diplomates.

Les erreurs d'évaluation de la Turquie

La Turquie a mal évalué les conséquences politiques de la gestion suicidaire du pouvoir par le président ukrainien déchu. Elle n'a pas su, comme beaucoup d'autres, anticiper la situation, alors qu'elle était régulièrement informée des dérives du régime ukrainien par des dirigeants historiques de la communauté tatar.

L'une des principales explications de cet échec est la mauvaise gestion de la rotation des diplomates. Ainsi, par exemple, Mehmet Sansar a été remplacé en décembre, alors même qu'il possède une forte expérience du terrain et qu'il aurait donc pu être très efficace à Kiev. A l'inverse, en Egypte, la Turquie a voulu conserver son ambassadeur en poste, alors que le pouvoir égyptien souhaitait son remplacement. Il y a donc eu une médiocre économie du personnel diplomatique.

A un autre niveau, il est utile de se souvenir que la marine turque se trouvait mal en point au début de la crise du fait du procès Balyoz. Celui-ci a en effet privé l'état-major de nombre de ses plus hauts gradés, le fragilisant ainsi grandement en matière d'analyse et de capacités opérationnelles.

Attitude pendant la crise

En apparence, il semblerait que les fondamentaux de la politique étrangère turque aient été préservés : alignement sur la position des alliés de l'OTAN, fortes critiques à l'égard de l'Union européenne et attitude formelle en faveur de la préservation de l'intégrité territoriale ukrainienne. Les Turcs ont ainsi assumé une position très conciliante quant au passage des détroits par des

navires de guerre américains, ce qui leur a valu en retour une note de protestation du ministère des Affaires étrangères russe. Cependant, il s'agit là de positions qui n'ont guère franchi le cap du discours politique. Ces éléments ne donnent ni sentiment de rupture, ni de décrochement particulier au moment de la phase aiguë de la crise. Le même constat peut être formulé concernant la question des Tatars de Crimée : la Turquie a réaffirmé suivre le dossier avec attention, sans pour autant agir concrètement.

Cependant, si on analyse le débat public local, il est possible de percevoir les signes d'une inflexion dans les fondamentaux de la politique étrangère turque. Deux interventions significatives de personnalités proches du pouvoir illustrent cette inflexion :

- un éditorial d'Ibrahim Karagül, paru le 12 mars 2014 dans le quotidien *Yeni Şafak*, qui lit la crise en dénonçant l'impérialisme et l'aventurisme occidental. Selon ce journaliste, l'alignement sur les positions occidentales constitue une politique absurde. Il adopte une ligne d'analyse anti-impérialiste, qui reprend la terminologie des nationaux-souverainistes utilisée dans les années 2000. Alors que les résultats des procès (Ergenekon et Balyoz), qui se sont tenus de 2007 à 2009, avaient marginalisé ce courant de pensée, on a désormais l'impression que, malgré leur défaite politique, les nationaux-souverainistes ont remporté une victoire idéologique.
- Şaban Kardaş, l'un des conseillers pour la politique étrangère de Recep Tayyip Erdoğan, a développé une longue analyse pour comparer et articuler crises syrienne et ukrainienne. Il a mis en avant l'absence de détermination occidentale en Syrie, qui ouvre la porte au révisionnisme russe en Ukraine. La Turquie prend avant tout en compte ses priorités économiques et sécuritaires, entend préserver des rapports de force régionaux favorables et enfin une politique de suivi de la question tatare. L'intervention russe ne menace pas les intérêts turcs dans la région, la Turquie n'a donc aucune raison de s'en mêler selon lui. Persiste toutefois l'inquiétude à propos d'une éventuelle propagation du révisionnisme russe au Caucase. Il conclut que, depuis des années, la Turquie a réussi à cloisonner sa relation avec la Russie, ce qui lui permet de ne pas faire dépendre cette relation des crises régionales et de maintenir ainsi une relation privilégiée.

Les Tatars de Crimée

La politique menée à l'égard de la Russie a été très prudente, très en-deçà de ce que la Turquie a l'habitude de déployer quand il s'agit de la turcité. Cela constitue un élément problématique, si l'on considère qu'Ankara prétend influencer le destin des communautés turques à l'étranger, alors même qu'elle n'a que peu de prise sur le sort des Tatars, ce qui tend, par ricochet, à désespérer les autres communautés turciques en dehors de la Turquie.

La diaspora tatare, forte de 30 à 40 associations en Turquie, compte pourtant une population plus nombreuse que dans les régions qui constituent son foyer originel, avec environ 250 000 Tatars en Crimée et plusieurs millions de descendants en Turquie (bien que tous ne se reconnaissent pas nécessairement comme tels). Mais cette diaspora est neutralisée par le gouvernement, qui déploie une stratégie de division pour éviter tout lobbying efficace. Il est de ce point de vue nécessaire de préciser que l'Etat turc agit de même avec toutes les diasporas présentes sur son sol.

L'inaction politique turque a provoqué l'inquiétude, voire le désespoir, des Tatars. Cette politique se contente d'actions symboliques qui en cachent mal l'indigence, telle que la décoration de Moustafa Djemilev, figure historique du retour des Tatars en Crimée, de la médaille de la République.

Les leviers dont dispose la Turquie

La Turquie ne dispose que de peu de leviers, il ne faut donc pas porter de jugement à l'emporte-pièce à son égard. Elle aide incontestablement une communauté qui n'a pas beaucoup de moyens, par l'intermédiaire d'instruments divers (aide au développement, dotations du ministère de la Culture, etc.). Cependant, cela n'a pas suffi à améliorer de façon significative les conditions socio-économiques de la communauté tatare et empêcher un départ massif des populations criméennes vers la Turquie. La Turquie, largement absente des débats concernant les suites des événements de Crimée, a fourni une impression d'abandon.

Pourtant, au-delà des aspects culturels et symboliques, la Turquie dispose de moyens d'intervention en vue de protéger les Tatars. En effet, la diplomatie turque pourrait signifier à la Russie que les questions foncières constituent une ligne rouge à ne pas franchir, en exigeant que les Tatars vivant sur des propriétés non enregistrées ne puissent pas être expropriés. Ce n'est toutefois pas le cas puisque, face à la menace russe de dissoudre les institutions tatars si ces dernières ne se montraient pas plus conciliantes, la Turquie n'a émis qu'une timide protestation.

Dans le domaine énergétique enfin, la Turquie est le grand perdant de la construction du gazoduc South Stream. La diplomatie russe et les acteurs politiques et économiques ont fait miroiter un itinéraire avantageux pour les Turcs, qui n'a finalement pas été retenu. Cela tend à démontrer que la Turquie n'est pas un acteur indispensable dans les plans énergétiques russes à court terme.

Analyse du terrain caucasien

Depuis 2009, on note une inflexion de la politique étrangère turque au Caucase, consécutive à l'essoufflement, ou l'échec, de plusieurs initiatives turques. Celle-ci est notamment liée à la question des protocoles turco-arméniens et à l'échec des initiatives consécutives à la guerre russo-géorgienne. L'objectif était d'isoler l'Arménie dans le jeu politique régional. Bien que les hommes politiques turcs ne soient pas dupes sur la véritable efficacité de l'armée azerbaïdjanaise, ils constatent que ce pays est de plus en plus riche alors que l'Arménie s'enfonce dans la crise.

La politique caucasienne de la Turquie se traduit par le développement de mécanismes trilatéraux excluant l'Arménie. Il existe par exemple un sommet Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie, dont la troisième session s'est tenue cette année. Toutefois, les dossiers traités sont de moindre importance (pour exemple, un chemin de fer devant relier Bakou, Tbilissi et Kars est actuellement à l'étude). Ces sommets sont donc assez secondaires.

Se tiennent également des rencontres trilatérales annuelles entre les ministres des Affaires étrangères azerbaïdjanais, iranien et turc. Il existe, de plus, un rapprochement diplomatique turco-iranien, comme en témoigne les visites récentes de R.T Erdoğan à Téhéran et de Hassan Rohani en Turquie. Néanmoins, il persiste un déséquilibre fondamental entre un fort désir de faire avancer la collaboration côté turc et une diplomatie iranienne qui ne semble donner que peu de contreparties. La politique étrangère turque est menée par une équipe restreinte (services de renseignement, premier cercle autour du Premier ministre) n'impliquant pas l'ensemble du gouvernement, ce qui peut générer des tensions. Ainsi, lors de la visite en Turquie du président Rohani au mois de juin 2014, le ministre de l'Economie s'est vu contraint par R. T Erdoğan de signer un contrat commercial alors même que le contenu du texte avait été modifié à son insu. Ces éléments portent à croire que la politique turque à l'égard de l'Iran ne rencontre pas l'unanimité au sein du gouvernement.

En ce qui concerne le futur de la politique turque au Caucase, rien de véritablement nouveau ne devrait être initié dans l'année à venir. Si la récente lettre du Premier ministre, publiée le 23 avril,

déplore les souffrances des Arméniens, cela ne constitue pas une inflexion majeure de la politique turque. La Turquie n'a pas de réel plan global à l'égard de la question arménienne et mène une politique de très court terme.

Politique turque au Caucase et imbrications entre politiques intérieure et extérieure

Trois dossiers marquent de leur empreinte la politique turque au Caucase :

- l'administration Erdoğan s'est exprimée en faveur de la construction d'un canal artificiel devant relier la mer Noire à la mer de Marmara à travers la Thrace orientale. Ce projet pharaonique vise à désengorger le trafic au niveau du Bosphore, et permettrait de rentables opérations immobilières. Le « Canal-Istanbul » fait partie d'un ensemble plus large de grands projets, dont un troisième aéroport et une extension d'Istanbul côté européen. Toutefois, deux problèmes majeurs se posent. Tout d'abord, en raison de considérations environnementales et relatives au droit international, le projet ne peut être réalisé de manière unilatérale, sans concertation avec les pays riverains. De plus, l'Etat turc peine à réunir les fonds nécessaires à sa réalisation. Les acteurs en lice sont connus pour leur forte proximité avec R. T Erdoğan et ils en ont déjà bénéficié pour décrocher des contrats importants. Ces projets sont révélateurs de l'« erdoğanisation » de la vie politique turque,
- les hommes d'affaires azéris, tel Telman Ismailov, jouent un rôle croissant dans l'économie turque. Ils disposent de capitaux conséquents qu'ils investissent dans le tourisme, mais également dans des domaines qui touchent des secteurs clés de l'économie : énergie, télécommunications, médias. De ce fait, ils sont mis à contribution et occuperont un rôle similaire à celui que tenaient les riches émirs du Golfe il y a une dizaine d'années. Cette présence pourrait contribuer à la pérennisation du pouvoir en place pour une longue période,
- enfin, il est remarquable de constater à quel point les enjeux intérieurs peuvent influencer la politique étrangère turque. Ainsi, les dernières tractations entre R. T Erdoğan et le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, portaient sur la nationalisation des écoles Gülen. Il est étonnant qu'une question qui renvoie à des enjeux et des antagonismes de politique intérieure devienne si présente dans la politique turque au Caucase.

Synthèse des débats

Les relations turco-russes

Concernant la manière dont le pouvoir turc perçoit la Russie, notamment sur les aspects relatifs à la mer Noire, Alexandre Toumarkine considère que la crise ukrainienne indique que la position turque ne se situe pas à équidistance des positions étasunienne et russe. En effet, les Turcs penchent *de facto* plutôt du côté russe. Cela constitue une constante de la diplomatie turque dans la région. Le voyage du Premier ministre turc, Tansu Ciller, en 1993 à Moscou, a marqué le début d'un partenariat privilégié et prioritaire avec la Russie. La relation turco-russe est paradoxale en ce qu'elle réunit deux acteurs qui ne s'aiment pas mais se comprennent bien, et de mieux en mieux. Le climat de discussion s'avère excellent. Les seuls problèmes que la Russie pose aux Turcs concernent ses actions dans la région, en Ukraine notamment, sans toutefois que cela n'entraîne de réactions significatives à Ankara.

Néanmoins, l'un des intervenants fait remarquer qu'il existe une ligne rouge au-delà de laquelle Ankara cesserait sa coopération avec Moscou, considérant que son partenaire du Nord représente un danger. Au XX^e siècle, cette ligne était fixée aux frontières russes de 1914, au-delà desquelles les Turcs ne souhaitaient pas voir les Russes s'étendre. Alexandre Toumarkine répond que s'il existe une ligne rouge, celle-ci n'est pas évoquée par les autorités turques. Par ailleurs, la coopération en mer Noire ne se porte pas bien puisque les organismes multilatéraux de la région ne semblent pas avoir de réalité significative, notamment l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire et la BlackSeaFor.

Les équilibres diplomatiques dans la région

Un des participants formule l'idée que les Iraniens pourraient aider l'AKP à renouer des relations avec Bachar Al-Assad. Cependant, Alexandre Toumarkine souligne que ni les Turcs ni Bachar Al-Assad n'ont besoin de l'Iran pour se parler. Il y a déjà eu des discussions.

La question est posée de savoir si l'on ne serait pas en train de revenir à un schéma des années 1970 dans lequel les Américains et les Russes veulent assurer la stabilité au Moyen-Orient en s'appuyant sur les Turcs, les Israéliens et les Iraniens. Selon Alexandre Toumarkine, il n'y a pas de triangle Israël-Turquie-Iran, même si ces pays ont un rôle particulier. Il n'y a pas de répétition de ce qui s'est passé dans les années 1970, une autre configuration existant désormais. Si ces trois acteurs

remplissent un rôle plus important, c'est par défaut, car il n'y a pas d'acteur politico-diplomatique arabe majeur capable de s'imposer au Moyen-Orient. Concernant l'Iran, il s'agit de relations bilatérales régionales pour lesquelles l'intermédiation des Américains ou des Russes n'est pas nécessaire. Un participant ajoute que ce schéma triangulaire n'est pas à l'ordre du jour sur le moyen terme, notamment parce qu'il reste des contentieux qui ne sont pas réglés entre la Turquie et Israël, et que les Etats-Unis n'ont pas totalement réinséré l'Iran dans le jeu international (Obama y est favorable mais le Congrès s'y oppose).

La politique étrangère turque : *realpolitik* ou islamisation ?

Selon un participant, il est de plus en plus fréquent de considérer qu'il y a une forme d'idéologisation voire d'islamisation de la politique étrangère de la Turquie, alors que cela n'est pas avéré, à la notable exception du dossier syrien à propos duquel la politique appliquée a rompu avec les fondamentaux. En effet, Ankara a choisi de marquer son soutien à la rébellion, plus en fonction d'affinités idéologiques – notamment avec la composante proche des Frères musulmans de la rébellion – que de la défense des intérêts nationaux turcs. La Turquie a mené une politique de soutien *de facto* à des groupes djihadistes, mais il faut noter que depuis l'automne dernier, il y a un indéniable rétropédalage des autorités turques sur ce point. Concernant l'Egypte, cet intervenant explique le soutien de R.T Erdoğan aux Frères Musulmans par la sensibilité turque aux coups d'Etat militaires. Sur le fond, le Premier ministre Erdoğan a ainsi agi de manière cohérente bien que ses leçons sur les droits de l'Homme puissent laisser dubitatif.

La politique étrangère de la Turquie est donc fondamentalement décryptable par la *realpolitik*. Ainsi, la Turquie a vivement réagi contre les Etats-Unis, par exemple en 2003, quand elle s'est estimée menacée. A l'inverse, bien que les initiatives russes puissent la gêner, elles n'affectent pas, à ce stade, ses intérêts vitaux. Elle a donc intérêt à entretenir de bonnes relations avec Moscou, notamment pour sécuriser ses approvisionnements en hydrocarbures. Les bonnes relations que la Turquie entretient avec Téhéran relèvent de la même logique : les Turcs ont intérêt à préserver des relations maîtrisées avec la République islamique pour maintenir les équilibres régionaux. C'est pour cette raison qu'ils développent une réflexion prospective sur une possible réinsertion dans le jeu international et régional de l'Iran, qui deviendrait alors un concurrent sérieux pour la Turquie. Un dernier exemple de cette *realpolitik* est avancé : quand la Turquie s'est inquiétée de l'extension de la crise syrienne, elle a demandé protection à l'OTAN et à Washington.

L'ensemble de ces positions pragmatiques s'inscrit en réalité dans l'histoire de la politique extérieure de la Turquie. Ainsi durant la Guerre froide, le pays, tout en constituant un poste avancé

de l'OTAN, a noué des liens forts avec l'URSS et les pays se trouvant dans la zone d'influence soviétique.

Au sujet de l'islamisation supposée de la politique étrangère turque, Alexandre Toumarkine questionne le constat de la précédente intervention. En effet, s'il marque son accord sur le fait qu'il n'y a pas d'islamisation ou de « sunnisation », il identifie néanmoins une diplomatie dirigée vers le monde musulman. En témoigne l'existence d'un réseau international réunissant hommes politiques et acteurs issus de la société civile, originaires d'une vaste zone comprise entre le Maroc et la Malaisie, que la Turquie réunit régulièrement à Istanbul ou Ankara pour discuter de questions et de perspectives communes. Il s'agit là d'un élément structurant de la conception que l'AKP, ainsi d'ailleurs que le Saadet Partisi créé en son temps par Necmettin Erbakan, ont de la nation turque. Le sommet de l'Etat affichant ostensiblement sa participation à ces réunions, cela pourrait indiquer une forme d'islamisation de la politique extérieure turque.

Politiques énergétiques et relations turco-européennes

Un participant souligne que la Turquie souhaite se positionner comme un futur hub énergétique, et ne pas être ainsi uniquement une zone de transit. Les projets turcs montrent la volonté de construire un mix énergétique diversifié. L'ambition des politiques de développement interne est liée à la politique énergétique et à sa politique extérieure. Selon cet intervenant, il faut penser la Turquie comme étant au cœur de coopérations renforcées et comme constituant une zone tampon dans les crises et les conflits de la région. Pourtant, l'attitude européenne ne permet pas d'envisager une coopération économique approfondie, sous des prétextes politiques qui devraient être dépassés. L'Union européenne doit veiller à ne pas être exclue des projets turcs.

Selon Alexandre Toumarkine, s'agissant de la dépendance turque au gaz russe, Moscou a l'embaras du choix : les dirigeants russes peuvent ainsi parfaitement faire des promesses aux Turcs et changer d'avis. Les Russes ont plusieurs fers au feu. Il faut être prudent lorsqu'on analyse les choix russes comme des orientations politiques, il y a plusieurs projets avec des partenaires différents, souvent en concurrence, et certains projets vont se développer plus vite que d'autres. Les Turcs aussi ont le choix, les Russes l'ont compris et doivent agir en conséquence.

En ce qui concerne la question nucléaire, Alexandre Toumarkine précise que le sujet ne fait pas débat au sommet de l'Etat et que la rareté des projets de construction de centrales s'expliquent par

des raisons financières plus qu'en raison d'oppositions politiques. Il est également à noter que la nature sismique du sol turc limite grandement l'implantation de centrales nucléaires.

Investissements étrangers en Turquie

Au sujet de la bulle immobilière qui menace d'enrayer le dynamisme de l'économie turque, Alexandre Toumarkine explique que cette question est intimement liée aux investissements étrangers qui permettent au système de se stabiliser. Si ces derniers venaient à être orientés vers d'autres pays, cela constituerait un désastre. D'où l'importance des relations avec l'Azerbaïdjan.

Le projet de canal face à la Convention de Montreux

Au-delà de la question du financement et de l'impact écologique, la construction du canal pourrait avoir des conséquences sur les relations entre la Turquie et les pays riverains de la mer Noire. En effet, une telle construction pourrait remettre en cause les dispositions prévues par la Convention de Montreux et pose le problème de la pérennité des règles de navigation en mer Noire. Ainsi, la Russie a officiellement exprimé sa préoccupation, en indiquant que le percement du canal crée une incertitude sur l'identité du pays qui en assurera la gestion. Dans l'état actuel des choses, il n'est pas possible d'apporter une réponse satisfaisante à ces interrogations.

Faisant écho à cette question, un intervenant soutient qu'il existe un malentendu sur l'objectif de la Convention de Montreux. Celle-ci viserait à limiter la présence de navires militaires en mer Noire en restreignant le passage au niveau des détroits turcs. Ainsi, l'avenir de la Convention ne poserait pas de problème majeur puisque celle-ci a pour objet final la mer Noire et non les détroits. Autrement dit, la création d'une nouvelle voie ne change rien à la volonté de limiter la présence de bâtiments militaires étrangers en mer Noire.

Enfin, poursuivant sur le même sujet, un autre intervenant note qu'il existe une sorte d'hypocrisie sur la question de la gestion du passage dans les détroits turcs. Rappelant que lors du déclenchement de la crise ukrainienne, un navire américain a jeté l'ancre en mer Noire et y est demeuré plus de trois semaines sous le prétexte d'un problème technique. Ceci démontre que l'interprétation d'une convention internationale est toujours sujette aux rapports de force politiques.

Alexandre TOUMARKINE
Chercheur à l'Orient-Institut Istanbul



Alexandre Toumarkine est docteur et agrégé d'histoire. Il a enseigné dans plusieurs universités turques et a été, de 2005 à 2011, secrétaire scientifique de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul. Depuis avril 2011, il est senior research fellow à l'Orient-Institut Istanbul, institut de recherche allemand dépendant de la Fondation Max Weber. Ses centres d'intérêt recouvrent la géopolitique des Balkans, du Caucase et de la mer Noire et l'histoire politique, sociale et culturelle de la Turquie contemporaine. Il a publié, entre autres ouvrages, en collaboration avec Elisabeth Sieca-Kozłowski : *Géopolitique de la mer Noire. Turquie et pays de l'ex-URSS*, Paris, Karthala, 2000.

Liste des participants :

Bastien Alex

Chercheur à l'IRIS, imposteur notoire

Efthymios Aravantinos

Conseiller de presse, ambassade de Grèce à Paris

Gulbeniz Bard

Economiste

Ariane Bonzon

Journaliste, *Slate.fr*

Samuel Carcanague

Chercheur à l'IRIS

Aurélie Carton

Journaliste, Amnesty International

Julien Cecillon

Rédacteur Grèce, Turquie, Direction de l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères et du Développement International

Esra Cengizer

Institut du Bosphore

Jean-Marie Demaldent

Professeur émérite de sciences politiques, Paris Ouest Nanterre Université

Ekin Dikmelik

Institut du Bosphore

Thomas Dournon

Membre référent, Club du Millénaire

Eva Doya Le Besnerais

Attachée aux Affaires institutionnelles, Gouvernement de la Catalogne, Délégation en France et Suisse

Sarah Dubreuil

Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), ministère de la Défense

Gürhan Emre Ersoy

Conseiller, ambassade de Turquie à Paris

Claude Fischer

Présidente de Confrontations Europe et membre du Comité scientifique de l'Institut du Bosphore

Vanessa Frey

Responsable de projet, Bureau RH4 - Expertise internationale, Prospective et Analyse comparative des politiques RH

Nicole Gesnot

Analyste, Service politique, ambassade du Canada à Paris

Ali Kazancigil

Directeur de la revue *Anatoli*, politologue

Koceyla Khedim

Assistant de recherche à l'IRIS

Jean-Yves Leconte

Sénateur, membre du groupe d'amitié France-Turquie, Sénat

Marianne Najafi

International Affairs Advisor, EDF

Elise Ouart-Baratte

Consultante, E.O.B. Consultants

Cem Ozguzel

Etudiant master, Université Paris 1

Léo Philippe

Assistant de recherche à l'IRIS

Constantin Prevelakis

Chargé d'études, Département de la Formation, des études et de la recherche, IHEDN

Pierre Razoux

Directeur de recherche, Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM)

Alain de Savigny

Ecrivain et conférencier sur l'Empire ottoman

Valéry Sens

Chargé de mission Bulgarie, Chypre, Roumanie, Turquie 5+5, Sous-direction construction européenne et alliance atlantique, Délégation aux affaires stratégiques, ministère de la Défense

Onur Usta

Correspondant à Paris, Anadolu Ajansi Paris

Pierre Wyss

Fonctionnaire, Préfecture de Police de Paris

Ozan Yigitkeskin

Editeur, *Acturca*